

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

1^{er} octobre 2019**PROPOSITION DE LOI**

**visant à abroger la loi du 26 juillet 1996
relative à la promotion de l'emploi
et à la sauvegarde préventive
de la compétitivité
en vue de rétablir le pouvoir d'achat**

(déposée par M. Raoul Hedebouw et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

1 oktober 2019

WETSVOORSTEL

**tot opheffing
van de loonwet
van 26 juli 1996 met het oog
op het herstel
van de koopkracht**

(ingediend door de heer Raoul Hedebouw c.s.)

RÉSUMÉ

Une "norme salariale" est appliquée depuis plus de 20 ans en Belgique pour réduire les coûts salariaux afin de stimuler la compétitivité des entreprises belges.

Or, une telle approche est plutôt de nature à promouvoir la récession, car lorsque les salaires sont moins élevés, le pouvoir d'achat diminue, ce qui a des conséquences négatives sur la production et sur l'emploi. Cette proposition de loi vise dès lors à supprimer la norme salariale.

SAMENVATTING

Al meer dan twintig jaar bestaat er in België een "loonnorm", die tot doel heeft de loonkosten te drukken om zo het concurrentievermogen van de Belgische bedrijven te bevorderen.

Deze aanpak is echter eerder een recept voor recessie, daar lagere lonen minder koopkracht betekenen, en minder koopkracht minder productie en jobs. Dit wetsvoorstel wil dan ook de loonnorm opheffen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3591/001.

D'après les employeurs et les différents gouvernements qui se sont succédé, la plus grande menace à laquelle notre économie est confrontée est celle des "coûts salariaux". Ils considèrent que si les salaires ne sont pas comprimés, nos entreprises ne seront pas en mesure de concurrencer celles établies à l'étranger et finiront par quitter le pays. Ce modèle est appliqué en Belgique, mais aussi dans l'ensemble des pays occidentaux, ce qui conduit à une spirale négative. Ce n'est que là où le mouvement ouvrier parvient à résister que ces effets peuvent être atténués.

Cette logique de pression sur les salaires conduit tout droit à la récession. La réduction des salaires entraîne un recul du pouvoir d'achat, qui conduit à son tour à une baisse de production et donc à une diminution de l'emploi, laquelle mène également à un recul du pouvoir d'achat, et ainsi de suite. Un tel système est totalement inefficace pour lutter contre la crise économique.

Or, cela fait plus de vingt ans que ce modèle est appliqué. La loi sur la norme salariale (aussi connue sous le nom de loi de 96 – *in extenso*: loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité) a été adoptée sous le gouvernement Dehaene II, qui était composé de démocrates-chrétiens et de sociaux-démocrates. Cette loi est encore appliquée à l'heure actuelle pour éviter que les salaires augmentent plus vite en Belgique que chez nos voisins. Le Conseil central de l'Économie comparait tous les deux ans notre évolution salariale à celle de nos voisins et il calculait sur cette base le "handicap salarial". La moyenne des augmentations salariales appliquées dans les différents pays était alors utilisée en tant que plafond à ne pas dépasser dans les négociations menées avec les partenaires sociaux sur les augmentations salariales.

Le gouvernement Michel a mené une politique accélérée de diminution et de blocage des salaires. Tant le saut d'index que le *tax shift* étaient destinés à comprimer les salaires, et ont été des cadeaux pour les grandes entreprises. Ces mesures ont permis de résorber le "handicap des coûts salariaux". Il en a résulté que les salaires réels ont sensiblement diminué sous le gouvernement Michel. Le dernier rapport annuel sur les salaires (26 novembre 2018) de l'Organisation internationale du

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3591/001.

Voor de werkgevers en de opeenvolgende regeringen zijn de zogenaamde "loonkosten" de grootste bedreiging voor onze economie. Het idee is dat als de lonen niet gedrukt worden, de bedrijven niet kunnen concurreren met die in het buitenland en ze uiteindelijk zullen wegtrekken. Doordat dit model niet enkel in ons land, maar in alle westerse landen wordt toegepast, leidt dit tot een neerwaartse spiraal. Enkel waar de arbeidersbeweging er in slaagt zich te verzetten, kunnen deze effecten gemilderd worden.

Deze logica van druk op de lonen is er één die regelrecht naar de recessie leidt. Minder loon betekent minder koopkracht. Minder koopkracht betekent minder productie. Minder productie betekent minder jobs. Minder jobs betekent minder koopkracht. En zo verder. Het biedt allesbehalve een oplossing voor de economische crisis.

Toch wordt dit model al meer dan twintig jaar toegepast. Onder de regering-Dehaene II, met christendemocraten en sociaaldemocraten, werd de loonwet (ook bekend als de wet van 96, voluit de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen) ingevoerd. Deze wet wordt nog altijd gebruikt om te voorkomen dat de lonen in ons land sneller stijgen dan in onze buurlanden. De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven vergeleek elke twee jaar de loonevolutie met die van de buurlanden en berekende daaruit de zogenaamde "loonhandicap". Het gemiddelde van de loonsverhogingen in de verschillende landen werd daarbij gebruikt als maximale loonsverhoging in België in de onderhandelingen van de sociale partners.

Onder de regering-Michel werd een versneld beleid van loonsverlaging en loonblokkering gevoerd. Zowel de indexsprong als de *taxshift* moesten de lonen drukken, en waren daardoor cadeaus voor de grote bedrijven. Hierdoor werd de "loonkostenhandicap" volledig weggevoerd. Dit heeft er voor gezorgd dat de reële lonen onder de regering-Michel sterk gedaald zijn. Het meest recente jaarrapport over de lonen (26 november 2018) van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) bevestigt:

Travail (OIT) le confirme: entre 2015 et 2017, les salaires réels ont baissé de 2,3 % en Belgique, la plus forte diminution dans la zone euro pendant cette période.

Histoire de ne pas abandonner le dogme de la lutte contre les “coûts salariaux”, les règles du jeu fixées dans la loi sur la norme salariale ont été fondamentalement modifiées en 2017. Un système de modération salariale automatique a été mis en place qui a fait que le pouvoir d’achat a continué à baisser. Lorsqu’il s’avère, au bout de deux ans, que les salaires belges ont tout de même augmenté un peu plus rapidement que dans les pays de référence, il est décidé de déduire cette augmentation de l’éventuelle nouvelle marge salariale. La concertation sociale sur la marge salariale est sensiblement restreinte par suite du renforcement du rôle du gouvernement et de l’instauration de nouvelles “marges de sécurité”. Cette situation mine surtout la position des syndicats. Enfin, les entreprises où les travailleurs obtiennent tout de même des salaires plus élevés sont sévèrement punies par des amendes allant jusqu’à un demi-million d’euros.

La loi de 2017 modifiant la loi sur la norme salariale génère, pour une famille moyenne, une perte de revenus de 753 euros en deux ans.

La modération salariale est lourde de conséquences pour les travailleurs. Comme dans le cas d’un saut d’index, la perte salariale continue à s’accumuler tout au long de la carrière. Même un impact limité peut ainsi faire perdre des milliers d’euros à un travailleur. Et pendant ce temps, le coût de la vie augmente sensiblement en Belgique. Une étude de l’Observatoire des prix montre clairement que la politique gouvernementale entraîne une hausse du coût de la vie dans notre pays. L’inflation oscille autour des 1,6 %, alors qu’elle est presque inexistante chez nos voisins. Les petits indépendants subissent, eux aussi, durement les conséquences de la baisse du pouvoir d’achat.

Pour les CEO, par contre, il n’y a pas de loi sur la norme salariale. Entre 2015 et 2017, leurs salaires ont augmenté de 19,3 %. Les CEO des entreprises du BEL 20 gagnent déjà 46 fois plus que le travailleur moyen. L’augmentation des dividendes n’est pas non plus plafonnée. Entre 1996 et 2013, les dividendes distribués ont augmenté deux fois plus rapidement que les salaires. Pourquoi ne pas s’attaquer à ce problème: l’hémorragie de capitaux que subissent les entreprises?

Les salaires ne constituent pas un “handicap”, ni un problème pour notre économie, mais précisément la solution à cette crise. Contrairement à la spéculation boursière et aux dividendes démesurés, qui ont induit la crise précédente.

tussen 2015 en 2017 daalden de reële lonen in België met 2,3 %, de sterkste daling in de Eurozone in die periode.

Om toch het dogma van het bestrijden van de “loonkosten” niet los te laten, werd de spelregels in de loonwet in 2017 grondig veranderd. Er wordt in een automatische loonmatiging voorzien, waardoor de koopkracht blijft dalen. Wanneer na twee jaar blijkt dat de Belgische lonen toch iets sneller zouden zijn gestegen dan in de referentielanden, wordt dit afgetrokken van de eventuele nieuwe loonmarge. Het sociaal overleg over de loonmarge wordt zeer sterk ingeperkt door een sterkere rol te geven aan de regering en het inbouwen van nieuwe “veiligheidsmarges”. Vooral de positie van de vakbonden wordt daardoor ondergraven. Tenslotte krijgen bedrijven waar werknemers toch hogere lonen afdwingen zwaar beboet met sommen tot een half miljoen euro.

De loonwet uit 2017 betekent voor een modaal gezin een inkomensverlies van 753 euro op twee jaar tijd.

Loonmatiging heeft zeer zware gevolgen voor werknemers. Net zoals bij een indexsprong blijft het verloren loon zich voor de rest van de actieve loopbaan opstapelen. Zelfs een beperkte impact kan er zo voor zorgen dat een persoon duizenden euro misloopt. Ondertussen wordt het leven in België wel gevoelig duurder. Een studie van het Prijzenobservatorium toont duidelijk aan dat het overheidsbeleid de levensduurte in België doet stijgen. De inflatie schommelt bij ons rond 1,6 %, terwijl ze zo goed als onbestaande is bij onze burens. Het dalen van de koopkracht heeft ook zware gevolgen voor de kleine zelfstandigen in de economie.

Voor CEO’s bestaat er niet zoiets als de loonwet. Tussen 2015 en 2017 zijn hun lonen met 19,3 % gestegen. De CEO’s van de BEL 20-bedrijven verdienen al 46 keer meer dan de doorsnee werknemer. Wat evenmin bestaat, is een beperking op het stijgen van dividend. Tussen 1996 en 2013 zijn de uitgekeerde dividenden dubbel zo snel gestegen als de lonen. Waarom eens niet dit probleem aanpakken: het massaal wegvloeien van kapitaal uit de bedrijven?

Lonen zijn geen “handicap”, of een probleem voor onze economie, maar net een oplossing voor deze crisis. Dit in tegenstelling tot beurspeculatie en buitensporige dividenden, die de vorige crisis hebben uitgelokt.

La loi sur la norme salariale de 1996 porte particulièrement préjudice aux travailleurs, dont la marge salariale éventuelle est limitée. Elle empêche l'organisation de négociations vraiment libres sur les salaires. C'est pourquoi nous proposons d'abroger cette loi.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)

De loonwet van '96 benadeelt in het bijzonder de werknemers, wier mogelijke loonmarge beperkt wordt. Echt vrije onderhandelingen over de lonen kunnen zo niet plaatsvinden. Daarom stellen wij voor om deze wet op te heffen.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

La loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, modifiée en dernier lieu par la loi du 14 décembre 2018, est abrogée.

28 août 2019

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 december 2018, wordt opgeheven.

28 augustus 2019